

Au Caire, la vie en sursis de la Cité des morts

de Nawal
15.09.23

Depuis 2020, des travaux d'aménagements routiers grignotent l'immense nécropole de la capitale égyptienne

BEYROUTH - correspondante

Des dalles de béton d'un pont autoroutier coiffent le mausolée de Taha Hussein, qui semble écrasé sous le poids de l'ouvrage. Le monument funéraire où repose l'écrivain égyptien, l'un des pères de la renaissance littéraire arabe (Nahda), enterré dans la Cité des morts du Caire en 1973, a été sauvé in extremis de la destruction. En mai 2022, ses descendants s'étaient alarmés de l'apparition d'une croix rouge et de l'inscription «*démolition*» sur le mur d'entrée. La même inscription figurait déjà sur de nombreuses tombes de la nécropole islamique, située dans le périmètre de travaux d'aménagements routiers.

Le chantier, lancé en 2020, a éventré le site, vieux de plus de 1400 ans, inscrit au Patrimoine mondial de l'humanité depuis 1979. Au pied du Mokattam, le plateau désertique qui surplombe Le Caire, il abrite les morts des débuts de l'ère islamique jusqu'à aujourd'hui. Des compagnons du prophète Mahomet et des saints de l'islam, des califes et des rois, des poètes et des petites gens ont trouvé une dernière demeure près des mausolées de l'imam Al-Shafi, le fondateur d'une école de jurisprudence islamique, et de Sayyida Nafissa, une érudite de l'islam. La crise du logement a aussi poussé plus de 2 millions d'Égyptiens à venir vivre parmi les morts.

Les autorités égyptiennes ont fait machine arrière face à la mobilisation de la petite-fille de l'écrivain. Elles ont épargné, non sans l'endommager, la sépulture de Taha Hussein. Mais des centai-

nes d'autres tombes et mausolées ont, eux, été détruits dans les travaux menés depuis trois ans pour décongestionner Le Caire et le connecter à la nouvelle capitale administrative, dont la construction, 45 kilomètres plus à l'est, a englouti des milliards d'euros.

« Crime contre le patrimoine »

Plus aucun quartier du Caire n'échappe aux bulldozers. Dans la métropole surpeuplée de 22 millions d'habitants, des quartiers informels en décrépidité ont été rasés et des espaces verts engoultis pour construire des ponts et des complexes immobiliers. Ils sont la marque de fabrique du président Al-Sissi, qui s'affiche en modernisateur depuis son arrivée au pouvoir en 2013, et a fait de l'armée le maître d'œuvre de ses grands travaux. Un projet de développement du Grand Caire 2050, prévoyant de remplacer les quartiers informels par des espaces verts et de transférer les cimetières hors de la ville, a été ressorti des cartons.

Les engins de démolition ont fait leur apparition dans la Cité des morts à l'été 2020, pour tracer deux axes routiers à travers les deux plus grandes nécropoles Sud et Est. Le projet de réseau autoroutier, dévoilé fin 2021, prévoit de détruire plus de 2700 tombes. « C'est un crime contre le patrimoine et l'histoire de l'Égypte. Le gouvernement veut tout démolir et ne laisser que 75 monuments. Il ne pense qu'au prix que lui rapportera le terrain », estime Galila El-Kadi, une professeure d'urbanisme et d'architecture sur la Cité des morts.

bes de valeur sur un plat », dit-elle. « C'est tout ce qu'on peut faire pour conserver la mémoire de ces lieux. On a tout essayé et ils ont continué », abonde Mostafa Al-Sadek, un gynécologue-obstétricien passionné par la Cité des morts depuis vingt ans.

Des propriétaires de mausolée ont déposé des recours devant le Conseil d'État. Wahid Mardenly, un économiste de 73 ans, attend son verdict, fin septembre. Près de 400 membres de sa famille reposent dans un mausolée du « carré d'or », proche des tombes de la famille royale. Dans le complexe de 1400 mètres carrés construit en 1868 par son grand-père, un ancien gouverneur du nord de l'Égypte descendant du sultan ottoman Ahmed III, un mausolée coiffé de dômes, entouré d'un jardin, abrite des cénotaphes en marbre ornés de calligraphies.

« Parmi les 89 mausolées considérés comme importants pour la culture égyptienne, 24 sont promis

à la démolition. Le mien est quatrième sur la liste », affirme M. Mardenly. Les autorités invoquent le délabrement de la nécropole. « C'est de leur faute, elles ne l'ont pas protégée et mise en valeur. On pourrait en faire un lieu touristique au lieu de tout détruire et vendre. Mais le gouvernement a besoin d'argent », ajoute-t-il. D'autres familles ont cédé, par peur, à l'intersection des autorités d'exhumer les dépouilles. « Près de 30 % des

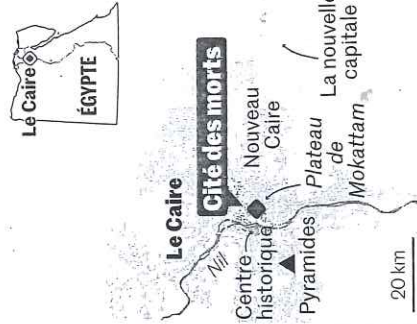
tombes qui sont autour de Sayyida Nafissa ont été vidées. Les autorités leur ont donné 30 mètres carrés dans de nouveaux cimetières construits sur les routes du Fayoum et du 15-Mai », précise Mme El-Kadi.

La destruction de la Cité des morts a ému les Égyptiens. Des vedettes de talk-show ont relayé les appels à sauver ce patrimoine. Des experts, des personnalités du monde de la culture et des ambassadeurs ont signé les pétitions. « On a réussi à retarder les travaux plusieurs fois », se félicite Galila El-Kadi. Sans toutefois convaincre les autorités de stopper le projet, jugé d'intérêt public. Celles-ci se défendent de détruire des monuments classés au patrimoine national. « Il nous est impossible de porter atteinte aux tombes des personnes que nous admirons ou aux monuments. Nous construisons des ponts pour éviter cela », a lui-même assuré le président Al-Sissi.

Les défenseurs de la Cité des morts répliquent que le ministère

« Parmi les 89 mausolées pour notre culture, 24 sont promis à la démolition »

WAHID MARDENLY
propriétaire de l'un
des mausolées



Avec une dizaine d'architectes, de photographes amateurs et d'amoureux du patrimoine, l'universitaire a lancé une campagne pour empêcher la destruction de la nécropole et sensibiliser les Égyptiens à la valeur de ce patrimoine. « On fait signer des pétitions. On photographie et on fait des relevés pour identifier les tom-

Face aux protestations, le président Al-Sissi a annoncé la formation d'un comité d'experts pour évaluer des alternatives

des antiquités, dirigé par Khaled Al-Anani, n'a jamais appliqué une décision, prise un an avant sa nomination, en 2016, de répertorier et de classer les tombes de grande valeur. « Il a même déclassé 22 monuments historiques », déplore Mme El-Kadi. Les experts du Comité du patrimoine mondial de l'Unesco se sont eux aussi inquiétés, en 2021, de « l'impact majeur [du projet autoroutier] sur la fabrique urbaine historique » du site et sa valeur exceptionnelle. Le dialogue est difficile avec Le Caire, qui leur livre les documents techniques au compte-gouttes.

« Le site a été bouclé »

Après avoir détruit des centaines de tombes et de maisons dans le cimetière Al-Siouti, l'un des secteurs de la Cité des morts, dont des monuments classés de la période mamelouke, les bulldozers se sont attaqués, en mai, au périmètre des mausolées de l'imam Al-Shafi et de Sayyida Nafissa.

« Ça a été une véritable catastrophe, comme si une bombe avait explosé : des murs en pierre étaient tombés, des cénotaphes étaient cassés, au sol... », se souvient Galila El-Kadi, qui estime que 150 hectares sur les 1 000 hectares de la nécropole ont été détruits. Dans les décombres, Mostafa Al-Sadek a trouvé des œuvres funéraires de grande valeur, dont une pierre tombale du IX^e siècle, qu'il a confiées au ministère des antiquités. Un marché noir prospère pour ces artefacts, des pièces de musée qui se vendent en ligne.

Face à la campagne de protestation, le président Al-Sissi a annoncé la formation d'un comité d'experts pour évaluer des alternatives et la création d'un « jardin des Immortels » afin d'y transférer les dépouilles. Le comité s'est prononcé pour l'arrêt du projet autoroutier, estimant qu'il ne ferait gagner que deux minutes de temps de trajet aux automobilistes. Il a préconisé de préserver l'intégrité de la Cité des morts et d'en faire un site touristique. Malgré ces recommandations, les travaux ont repris de plus belle le 28 août, et ses membres ont démissionné. Une mobilisation de jeunes, largement relayée sur les réseaux sociaux, a finalement alarmé les autorités. Le 2 septembre, les bulldozers se sont retirés.

« Les autorités ont effacé les croix rouges, signalant les bâtiments promis à démolition. Mais on ne peut plus entrer dans la nécropole ni la photographier. Le site a été bouclé, il y a des policiers partout », s'inquiète Wahid Mardeny. Les experts du Comité du patrimoine mondial, réunis en Arabie saoudite jusqu'au 25 septembre, commentent l'Égypte de coopérer davantage. Un classement sur la liste du patrimoine en péril n'est pas à l'ordre du jour. L'image serait catastrophique pour Khaled Al-Anani, candidat à la succession d'Audrey Azoulay à la tête de l'Unesco. « Les autorités ont déjà détruit des pans entiers d'histoire et le pire est à venir », croit Mostafa Al-Sadek, convaincu que les démolitions reprendront, une fois les projecteurs braqués ailleurs. ■

HÉLÈNE SALLON

Le Monde Afrique